

The logo for the Norwegian Refugee Council (NRC), consisting of the letters 'NRC' in white on an orange square background.

NRC

CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS

A close-up portrait of an elderly woman with a serious expression, wearing a red and white patterned headscarf. The background is a textured wall.

2024 LES CRISES DE
DÉPLACEMENT
LES PLUS NÉGLIGÉES
DANS LE MONDE



Publié : 03/06/2025

Principaux auteurs et contributeurs : Tina Abu-Hanna, Jessica Wanless, Hélène Michou, Ingebjørg Kårstad, Patricia Pouhe Ngo Nyemb, Jeremy Taylor, Karl Schembri, Mariam Toure, Gaoussou Chérif Haidara, Miriam Atallah, Marion Guenard, Laura Diez Ron et Abdulkadir Mohamed.

Conception : Tove Skjeflo

Photo de couverture : Haoua a fui la République centrafricaine vers le Cameroun il y a 10 ans. « J'ai l'impression que plus le temps passe, plus on nous oublie. » Photo : Patricia Pouhe/NRC

Sources : Service de suivi financier de l'ONU, Meltwater, ACAPS, IDMC, UNOCHA, UNHCR, PAM, NRC

Suivez-nous:

- | | | | |
|----------|--------------|-----------|----------|
| 1 | CAMEROUN | 6 | OUGANDA |
| 2 | ÉTHIOPIE | 7 | IRAN |
| 3 | MOZAMBIQUE | 8 | RD CONGO |
| 4 | BURKINA FASO | 9 | HONDURAS |
| 5 | MALI | 10 | SOMALIE |

Il est temps d'agir

En 2024, le nombre de personnes déplacées à travers le monde a doublé par rapport à ce qu'il était il y a dix ans. Parallèlement à cette augmentation, le financement humanitaire, lui, ne couvrait l'an passé que la moitié des besoins en constante augmentation. L'évolution des priorités nationales, l'incertitude économique et la lassitude politique ont conduit à des coupes sévères dans l'aide apportée aux communautés affectées et déplacées. Le monde est en pleine transition. Mais nous ne devons pas accepter cet abandon comme une issue inéluctable. Le déplacement n'est pas une crise lointaine ; c'est une responsabilité partagée. Nous devons nous soulever et exiger le changement.

Chaque année, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publie un rapport sur les dix crises de déplacement les plus négligées dans le monde. L'objectif est de mettre l'accent sur le sort des personnes dont les souffrances font rarement la une des journaux internationaux, qui ne reçoivent que peu ou pas d'aide et sur les crises qui ne sont jamais au centre de l'attention des efforts de la diplomatie internationale.

Voici la liste pour 2024.

Pour refléter la négligence dont sont victimes les personnes déplacées et leurs pays hôtes, NRC a révisé cette année la méthodologie du rapport afin d'inclure les pays accueillant des réfugiés qui connaissent eux-mêmes de graves crises. Par conséquent, l'Iran, qui abrite plus de six millions de réfugiés, et l'Ouganda, qui en accueille 1,75 million, apparaissent pour la première fois dans le rapport. Ces deux crises ont longtemps été sous-financées et négligées, recevant peu d'attention politique ou médiatique. Leur entrée dans ce rapport incarne le désengagement continu de la communauté internationale vis-à-vis des pays qui assument la plus grande responsabilité.

En tête de liste cette année figure le Cameroun, un pays qui a été cité à maintes reprises dans ce rapport. Confronté à trois crises distinctes et prolongées, le Cameroun reste largement négligé par ceux qui ont le pouvoir de réagir. Le contexte camerounais est sous-estimé et sous-financé : à lui seul, il est une étude de cas sur la négligence mondiale.

L'Éthiopie se classe deuxième cette année, sa plus haute position depuis le lancement de ce rapport il y a neuf ans, tandis que le Mozambique figure sur la liste pour la première fois, à la troisième place. La République démocratique du Congo est tombée au huitième rang, sa position la plus basse à ce jour, et le Burkina Faso, qui était en tête de liste en 2022 et 2023, se classe désormais au quatrième rang.

Ces changements ne reflètent pas des améliorations significatives dans des endroits comme la RD Congo. Au lieu de cela, ils mettent en lumière une réalité encore plus dure : presque toutes les crises humanitaires prolongées sont aujourd'hui négligées.

Le déficit entre ce qui était demandé pour la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire et ce qui a été financé en 2024 a atteint le chiffre stupéfiant de 25 milliards de dollars, à peu près ce que le monde investit en matière de défense tous les trois ou quatre jours. Dans le climat économique changeant d'aujourd'hui, un plan de réponse humanitaire qui n'atteint que 50 % de son objectif

est estimé comme étant bien financé. Pour la plupart des pays de la liste, même cette ligne de 50 % n'a pas été respectée. Leurs plans de réponse humanitaire ont obtenu à peine plus de 40 % des financements demandés en 2024, voire moins.

En plus de ce sous-financement chronique, les pays figurant sur notre liste ont eu du mal à obtenir une véritable attention médiatique. La crise de déplacement au Cameroun, par exemple, a été mentionnée moins de 30 000 fois dans les médias tout au long de l'année, contre près d'un demi-million de mentions pour la crise en Ukraine.

L'absence de gros titres reflète un manque plus large de volonté politique. Alors que les besoins se sont intensifiés, les efforts visant à s'attaquer aux causes profondes de ces crises sont restés au point mort ou ont tout simplement été abandonnés. L'accès humanitaire est resté fortement limité dans plusieurs contextes en raison de l'insécurité, des obstacles bureaucratiques et de l'absence d'engagement diplomatique. Des millions de personnes déplacées restent invisibles, sans soutien et de plus en plus inaccessibles.

Le changement climatique frappe le plus durement les plus vulnérables. Il déplace les gens de leurs maisons, détruit les moyens de subsistance fragiles et pousse les communautés déjà au bord du gouffre vers des conditions encore pires. Les sécheresses prolongées, les précipitations irrégulières et les catastrophes de plus en plus fréquentes ne font pas que déraciner des vies mais érodent également les systèmes alimentaires. Les récoltes se détériorent pendant les inondations, le bétail meurt sous une chaleur impitoyable et l'accès à l'eau devient de plus en plus imprévisible. L'insécurité alimentaire est devenue l'une des conséquences les plus dévastatrices et immédiates de la crise climatique pour les personnes déplacées.

Alors que le monde se replie sur lui-même et que les budgets humanitaires diminuent, les besoins des personnes déplacées ne cessent de s'intensifier, sans montrer un signe d'affaiblissement. Les systèmes destinés aux plans de réponse humanitaire ne sont plus adaptés à leur objectif, et notre approche de la crise doit également évoluer. Dans un monde en pleine refonte politique, économique et écologique, il est temps pour nous tous de faire face aux défaillances structurelles qui conduisent à la négligence – d'exiger des comptes et de construire une réponse à la hauteur des changements rapides.

Si nous choisissons d'agir, d'investir et de nous montrer solidaires, nous pouvons construire un avenir où personne ne sera laissé pour compte. Ce que nous ferons cette année restera dans les mémoires.



Après avoir été déplacée au Mozambique, Virivir lutte pour gagner sa vie après que des groupes armés ont incendié sa maison.
Photo : Karl Schembri/NRC

Définition

négligence

1. Manque de soin, d'application dans l'exécution d'une tâche
2. Manque d'attention, de vigilance à l'égard de choses, d'événements
3. Faute non intentionnelle résultant de ce manque de soin ou de ce manque de vigilance

Source : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/n%C3%A9gligence/54071

La méthodologie



Un enseignant d'école primaire de l'ouest de l'Ouganda donne un cours pour aider les élèves à rattraper leur retard sur les concepts clés. Photo: Dixon Odur/NRC

PAYS ANALYSÉS

Pays qui accueillent ou comptent plus de 200 000 personnes déplacées et qui sont plongés dans une crise grave (4 ou 5) selon l'indice de gravité INFORM.



COUVERTURE MÉDIATIQUE

Définition : Analyse le niveau de couverture médiatique d'une crise proportionnellement à l'ampleur du déplacement.

Analyse : Utilise la plateforme de suivi des médias de Meltwater pour déterminer la portée potentielle des articles sur la crise en quatre langues – arabe, anglais, français et espagnol – en recherchant des termes spécifiques liés au déplacement. Ce chiffre est ensuite divisé par le nombre de personnes déplacées par la crise.



COUVERTURE FINANCIÈRE

Définition : Évalue le montant des fonds mis à disposition par les bailleurs pour répondre aux besoins humanitaires tels que définis dans les plans de réponse humanitaire pour les crises de déplacement interne et de réfugiés.

Source des données :

Crises de déplacement interne : Service de surveillance financière géré par le BCAH des Nations Unies (analyse les plans de réponse humanitaire et les appels éclairs).

Crises de réfugiés : Suivi du financement des réfugiés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (analyse les plans régionaux d'intervention en faveur des réfugiés pour les pays hôtes).



VOLONTÉ POLITIQUE

Définition : Évalue l'existence et l'efficacité des efforts de l'engagement politique international pour faire face à des crises de déplacement spécifiques.

10 indicateurs couvrant :

- Processus politique et diplomatie discrète
- Engagement et actions du Conseil de sécurité des Nations Unies
- Engagement régional et actions
- Engagement international, y compris des envoyés spéciaux dédiés, des visites de haut niveau et des annonces de contributions des bailleurs
- Engagement plus large, y compris l'engagement en matière d'accès et les mécanismes de redevabilité

Notation : Les experts de NRC notent ces indicateurs en fonction de leurs propres connaissances et expérience.



CLASSEMENT

Les notes des trois critères sont indexées, pondérées de manière égale et combinées pour créer un classement global.

Validation : L'examen par les pairs effectué par des experts régionaux et nationaux garantit la fiabilité des données.

Résultat : Les dix crises ayant obtenu les notes les plus élevées en matière de négligence sont présentées dans le rapport.



De plus amples détails sur la méthodologie se trouvent dans l'annexe.

1



Fatimatou, réfugiée centrafricaine, espère un avenir meilleur. Photo : Patricia Pouhe/NRC

Classement 2023 : 2

Cameroun

Nous avons prédit une autre année difficile pour le Cameroun en 2024. Cependant nous ne pouvons anticiper une telle aggravation de la crise. Cette année, le Cameroun arrive en tête de liste des crises négligées.

Trois crises distinctes et prolongées frappent le Cameroun depuis plus d'une décennie : le conflit de longue date avec les groupes armés dans le bassin du lac Tchad, la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et l'instabilité continue qui se propage depuis la République centrafricaine.

En 2024, quelque 3,4 millions de personnes avaient un besoin urgent d'aide et de protection. Plus de 1,1 million de personnes ont été déplacées internes, tandis que près d'un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile cherchant à se mettre en sécurité dans le pays sont restés dans l'incertitude. Environ 70% des personnes déplacées vivaient en dehors des camps officiels, souvent sur des lopins de

terres excentrés, sans avoir le droit d'en jouir et sans protection juridique.

Les tensions liées aux ressources limitées, au manque de documents d'état civil essentiels et à l'accès restreint aux services sociaux de base ont plongé les gens dans la misère. De nombreuses personnes n'avaient pas les moyens ni de gagner leur vie ni d'envoyer leurs enfants à l'école. En 2024, 1,4 million de jeunes avaient besoin d'une aide à l'éducation.

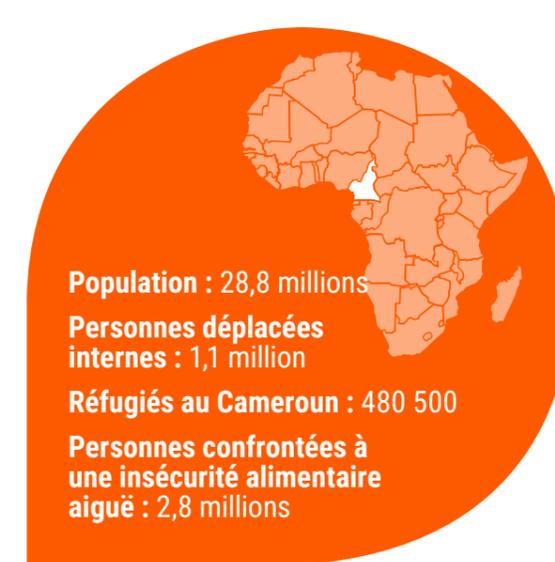
La faim a explosé. Au moins 2,8 millions de personnes se sont vues confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, provoquée par le conflit en cours et les chocs climatiques. Les inondations et



La sécheresse et les déplacements dans la région de l'extrême-Nord du Cameroun ont un impact négatif sur la nature alors que les gens abattent des arbres pour le bois de chauffage. Photo : Ingrid Prestetun/NRC

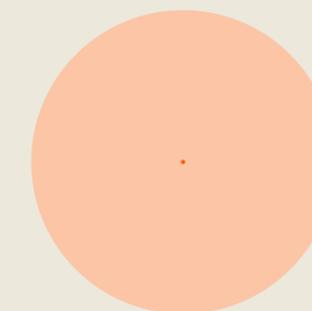
la sécheresse, ainsi que la pire saison des pluies dans la région de l'extrême-Nord depuis 1990, ont détruit des habitations, des cultures et des infrastructures. Pourtant, le financement humanitaire a couvert moins de la moitié des besoins d'intervention. À peine 32% des fonds nécessaires à l'aide en matière de protection ont été mobilisés, ce qui rend les femmes et les communautés déplacées particulièrement vulnérables aux violations des droits humains.

La crise camerounaise est un parfait exemple des effets de la négligence mondiale : absente de la Une des médias et sous-financée. En l'absence de signes de regain d'attention, de soutien ou d'engagement politique, les perspectives pour 2025 s'annoncent encore plus sombres.



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

45%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



0 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



Un groupe d'étudiants étudie dans une salle de classe en plein air dans le sud de l'Éthiopie après que leur école a été détruite par des glissements de terrain. Photo : Kalkidan Tamirat/NRC

Classement 2023 : ABSENT

Éthiopie

Alors que le conflit s'intensifiait, que les déplacements augmentaient et que l'insécurité alimentaire se propageait, la crise humanitaire croissante en Éthiopie a continué de s'aggraver en 2024. À la fin de l'année, plus de 2,3 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays, confrontées à des conditions de plus en plus désespérées.

La violence dans les régions d'Amhara et d'Oromia n'a montré aucun signe de ralentissement, tandis que les contrecoups de la guerre du Tigré ont continué à se répercuter dans le nord. Un mélange mortel d'affrontements intercommunautaires et de différends sur les frontières administratives a entraîné plusieurs crises, qui se sont déroulées en même temps et se sont renforcées mutuellement dans un dangereux tête-à-queue.

Du Tigré à l'Oromia, la carte des besoins s'étend sur presque tout le pays. Mais atteindre ceux qui sont dans le besoin est devenu un défi croissant. Beaucoup sont coincés dans des zones reculées et peu sûres, où l'accès humanitaire est limité.

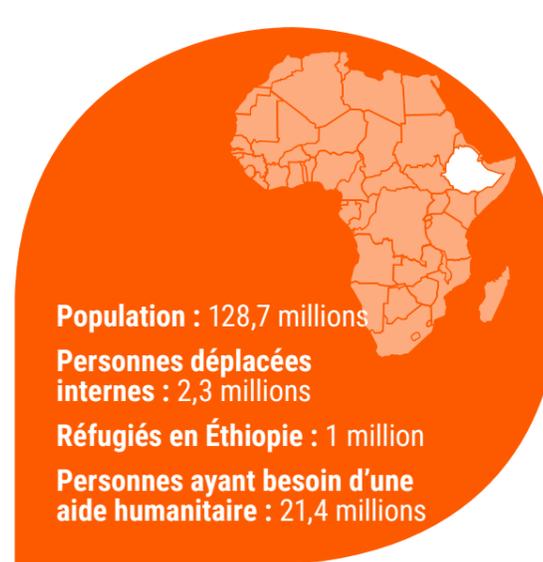
Pendant ce temps, la sécheresse qui sévit dans le pays a brûlé des moyens de subsistance déjà fragiles ; et a exacerbé les pénuries alimentaires. De fortes pluies et des inondations en juillet 2024 ont provoqué des glissements de terrain successifs dans des régions montagneuses reculées du sud de l'Éthiopie, causant d'importants ravages et de nombreuses pertes humaines.

A cause des conflits et chocs climatiques, plus de 10 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire dans tout le pays, dont un million de personnes confrontées à une grave insécurité alimentaire.



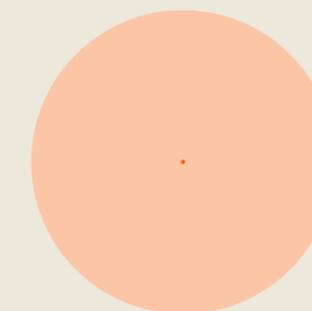
Une jeune fille apprend l'alphabet. Elle a perdu beaucoup de camarades de classe et son proviseur dans un glissement de terrain. Photo : Kalkidan Tamirat/NRC

Malgré l'ampleur et la gravité des besoins, les opérations humanitaires sont restées gravement sous-financées, laissant des millions de personnes sans nourriture, sans accès aux soins ou sans un endroit sûr pour dormir. Au début de 2025, l'activité sismique a déplacé des milliers d'autres personnes, aggravant une situation déjà désastreuse. Aujourd'hui, il n'y a guère de signes que la réponse s'améliorera.



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

28%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



5 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



« Nous avons fui la violence et rejoint ma fille. Malheureusement, elle est décédée du VIH, laissant tous ses jeunes enfants à ma charge », explique Virivir. Photo : Karl Schembri/NRC

Classement 2023 : ABSENT

Mozambique

En 2024, le Mozambique s'est retrouvé confronté à un concours de circonstances entre conflits armés, troubles politiques et catastrophes climatiques. Ces chocs successifs ont créé une urgence humanitaire volatile et profondément complexe, faisant du Mozambique l'une des crises de déplacement les plus négligées du monde pour la première fois.

La violence armée dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays, a continué de déraciner les communautés, tandis que les tensions ont éclaté dans tout le pays à la suite des élections présidentielles contestées du mois d'octobre. Quelques semaines plus tard, le cyclone tropical Chido a frappé le pays, ravageant des infrastructures déjà fragiles et enracinant la population plus profondément dans la crise.

À la fin de l'année, près de 600 000 personnes avaient été déplacées par une combinaison de violence et de catastrophes. L'accès à la nourriture était une préoccupation majeure, et 2,8 millions de personnes étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire entre les mois d'avril et de septembre.

Malgré ces besoins croissants, la réponse humanitaire a eu du mal à gagner du terrain. Le financement a été largement insuffisant : le Plan de réponse humanitaire de 2024 n'a été financé qu'à 41 % – son niveau le plus bas jamais atteint. L'aide alimentaire a été particulièrement durement touchée, couvrant tout juste 13 % des besoins à Cabo Delgado.

Les premiers chiffres pour 2025 indiquent encore une année de besoins non satisfaits. Le financement obtenu jusqu'à présent a été extrêmement limité, marquant une tendance inquiétante, et risque d'exacerber la crise.



Les enfants sont assis sur les ruines de leur église locale en regardant une distribution de kits d'abris d'urgence après le passage du cyclone Chido. Photo : Alix Vaval/NRC

La crise du Mozambique s'est largement déroulée hors des projecteurs. La couverture médiatique limitée, aggravée par des crises mondiales concurrentes, a détourné l'attention et les ressources. Alors que le monde a le regard tourné ailleurs, la crise aux multiples facettes du Mozambique devient de plus en plus invisible et de plus en plus dangereuse.

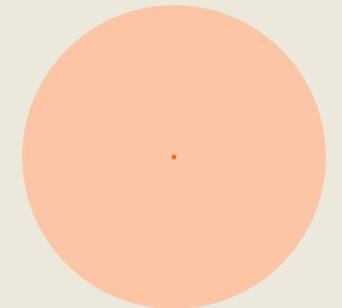
Population : 33,3 millions

Personnes déplacées internes : 600 000

Personnes souffrant d'une insécurité alimentaire aiguë : 2,8 millions

Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

41%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



0 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace

4



Barké est physiquement handicapé et lutte pour subvenir aux besoins de sa famille alors qu'il est déplacé dans l'est du Burkina Faso. Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC

Classement 2023 : 1

Burkina Faso

Après cinq ans d'hostilités, le Burkina Faso s'est enlisé en 2024 dans une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver. L'insécurité persistante a entraîné des déplacements internes massifs et une détérioration des moyens de subsistance.

La crise a intensifié le fardeau pesant sur les communautés hôtes locales, qui ont partagé leurs ressources déjà limitées avec les populations déplacées. Cette générosité a souligné une solidarité remarquable mais a également accru la pression sur des systèmes déjà fragiles. De nombreuses régions du pays sont restées inaccessibles aux organisations humanitaires, laissant aux communautés vulnérables un accès limité ou inexistant aux besoins essentiels.

Les déplacements ont été considérablement restreints en raison de l'insécurité, isolant plus d'un million de personnes dans de nombreuses villes du pays. Une grave insécurité alimentaire, sous l'effet des pénuries et du déclin des rendements agricoles, a touché quelque 1,7 million de personnes, entraînant des niveaux élevés

de malnutrition, en particulier chez les enfants. Une recrudescence de la violence a fait près de 2 000 morts parmi les civils entre les seuls mois de janvier et de septembre.

Les travailleurs humanitaires n'ont pas été épargnés : en 2024, quatre personnes ont été tuées et quatre autres blessées dans des attaques, venant s'ajouter à un bilan de près de 400 incidents sécuritaires depuis 2019. L'insécurité croissante, les contraintes de financement et d'autres obstacles entravent encore davantage la réponse humanitaire.

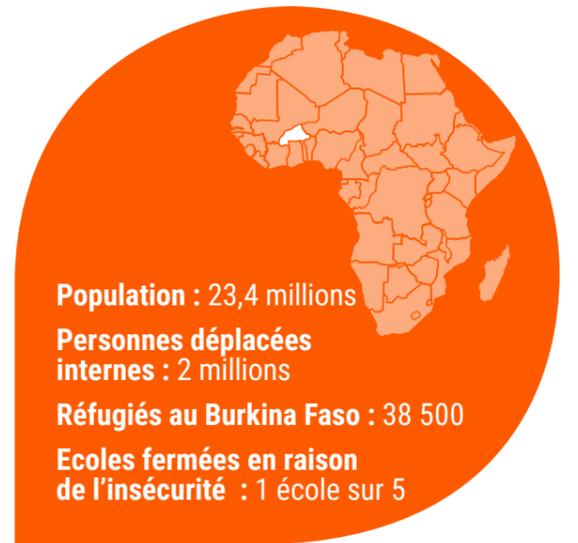
Les systèmes d'éducation et de santé sont confrontés à des défis croissants. Une école sur cinq est restée fermée en raison de l'insécurité et des attaques ciblées contre



« Ici, jeunes comme vieux, nous sommes tous affamés. » Toumbourou et sa femme Aicha ont fui pour trouver refuge après que leur village a été attaqué. Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC

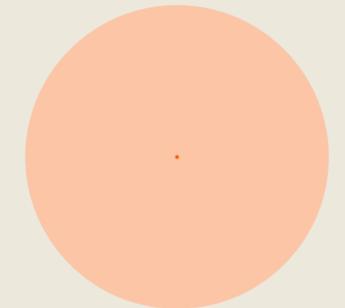
l'éducation. Dans le même temps, 424 établissements de santé ont fermé, laissant 4 millions de personnes sans accès aux soins, dix fois plus qu'en 2023.

Si l'écart de financement s'est légèrement réduit par rapport à 2023, moins de la moitié de la réponse a été couverte en 2024, laissant les besoins urgents non satisfaits. À l'horizon 2025, près de 6 millions de personnes devraient avoir besoin d'une aide humanitaire, dont plus de 2 millions qui restent déplacées.



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

45%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



1 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace

5



Oumar, un réfugié du Burkina Faso, a récemment franchi la frontière avec les biens appartenant à sa famille. Photo : Tidiane Ouedraogo/NRC

Classement 2023 : 4

Mali

Près de 7,1 millions de personnes au Mali ont eu besoin d'une aide humanitaire d'urgence et de protection en 2024. Les conditions étaient particulièrement désastreuses dans les régions du nord et du centre, et pourtant la crise malienne reste largement négligée.

L'intensification des activités militaires, en particulier les frappes de drones, a gravement entravé la capacité des humanitaires à atteindre les personnes dans le besoin, retardant les livraisons d'aide et forçant de nombreuses organisations à limiter leurs opérations à des zones plus sûres.

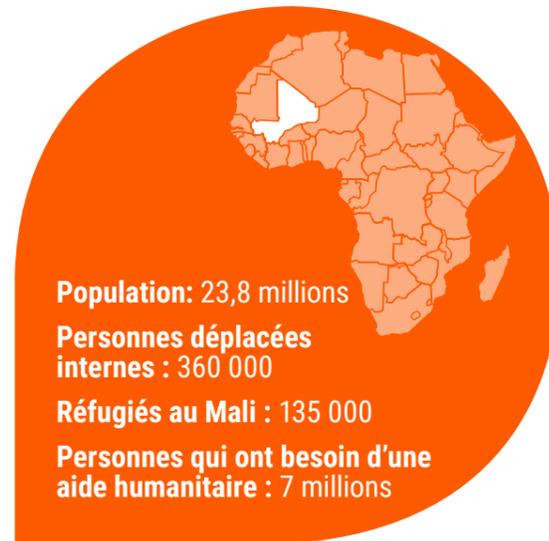
Le Mali n'est pas épargné par les effets dévastateurs des changements climatiques. En octobre 2024, le pays a été frappé par de graves inondations qui ont touché près de 450 000 personnes, principalement des femmes et des enfants. Dans le même temps, le conflit en cours au Burkina Faso voisin a provoqué l'arrivée de nombreux réfugiés, et plus de 90 000 Burkinabés avaient franchi la frontière à la fin de l'année. Tant les communautés locales que les communautés déplacées ont fléchi sous la pression supplémentaire, et les ressources déjà limitées ont été davantage épuisées.

La mobilisation des fonds pour l'aide humanitaire dans le pays a été limitée, entravée par des engagements timides entre les autorités militaires et plusieurs pays donateurs. Seulement 39 % du Plan de réponse humanitaire 2024 a été financé. Quelque 2,1 millions de personnes ont reçu une assistance, soit seulement la moitié du nombre total de personnes visées par le plan de réponse. La couverture médiatique de la crise s'est largement concentrée sur le conflit lui-même, avec peu d'attention internationale sur l'urgence humanitaire en cours.

À l'approche de 2025, les coupes budgétaires, la dégradation du climat, l'intensification des affrontements et une économie en difficulté pourraient aggraver considérablement la situation, les efforts d'aide étant confrontés à des défis encore plus importants.

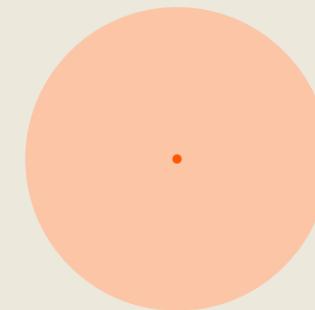


Seydou, un chef de village dans le centre du Mali. Le village a accueilli la première famille déplacée interne en 2018. Photo : Ousmane Drabo/NRC



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

39%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



0 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



Phillip, représentant d'une école dans le nord de l'Ouganda, se réjouit qu'un programme d'alimentation scolaire ait considérablement stimulé la fréquentation des élèves. Photo : Dixon Odur/NRC

Classement 2023 : ABSENT

Ouganda

L'Ouganda, le plus grand pays d'Afrique accueillant des réfugiés, a joué un rôle de soupape dans la région en 2024, absorbant les retombées de multiples crises de déplacement voisines. Malgré sa politique progressiste en faveur des réfugiés, offrant à ces derniers la liberté de mouvement, le droit au travail et l'accès aux services, l'ampleur des déplacements et le sous-financement chronique ont mis à rude épreuve à la fois les communautés de réfugiés et hôtes. À mesure que la pression montait, la valve elle-même a commencé à plier sous le poids d'une négligence prolongée.

En 2024, l'Ouganda a accueilli de nouveaux arrivants en provenance de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud, du Soudan et d'autres pays. La population de réfugiés a augmenté jusqu'à 1,8 million, la plupart vivant dans des campements et certains dans des centres urbains. Près de 800 000 personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, l'aide alimentaire ayant été réduite à seulement 3 dollars par personne et par mois, chiffre qui devrait encore baisser pour atteindre 2 dollars en 2025. Le nombre de réfugiés devant dépasser les 2 millions d'ici à la fin de 2025, la situation approche rapidement du point de rupture.

Les centres d'accueil ont fléchi sous la pression des nouveaux arrivants, fonctionnant à plus de 500 % de leur capacité prévue. La seule colonie de Kiryandongo a vu plus de 8 000 nouveaux arrivants en 2024. À certains points de passage frontaliers, les taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans ont grimpé en flèche pour atteindre entre 18 et 22 %. Les réductions de l'aide internationale ont également provoqué une augmentation des stratégies d'adaptation négatives et des tensions entre les réfugiés et les communautés qui les accueillent.



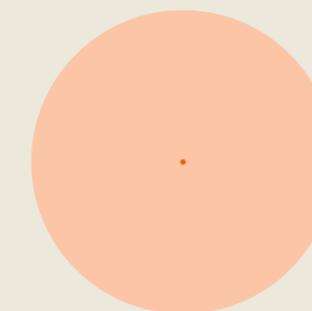
Un point de vente de charbon de bois dans le camp de réfugiés de Nakivale dans le sud de l'Ouganda, le plus ancien camp de réfugiés d'Afrique. Photo : Fernanda Baumhardt/NRC

Malgré l'escalade de la crise, le plan de réponse pour les réfugiés était financé à hauteur de 46 % seulement, ce qui en faisait l'une des opérations les plus sous-financées du HCR dans le monde, une tendance qui devrait se poursuivre cette année. Avec peu de visibilité, la lassitude des bailleurs et une attention mondiale en baisse, le modèle exemplaire de l'Ouganda en matière de réfugiés est de plus en plus menacé. Sans un soutien international renouvelé, la coexistence pacifique entre les populations déplacées et leurs hôtes pourrait devenir insoutenable en 2025 et au-delà.

Population : 48,6 millions
Réfugiés en Ouganda : 1,8 million
Personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë : 797 000
Aide alimentaire par réfugié et par mois : 3 dollars américains

Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

46%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



0 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace

7



Cours d'alphabétisation pour les enfants réfugiés afghans non scolarisés dans l'éducation formelle. Photo : Zahra Choopankareh/NRC

Classement 2023 : ABSENT

Iran

En 2024, les réfugiés afghans en Iran ont dû faire face à une détérioration brutale de leur situation déjà fragile. Les pressions économiques croissantes, les sanctions internationales et la décision du gouvernement d'expulser deux millions d'Afghans ont aggravé leur vulnérabilité.

Alors que l'arrestation et la déportation d'Afghans sans papiers étaient un problème permanent, les nouvelles restrictions politiques du gouvernement sur l'accès aux services publics essentiels, comme l'éducation, ont marqué un changement radical, laissant des millions de réfugiés encore plus en danger.

L'Iran accueille des Afghans déplacés depuis plus de quatre décennies et abrite actuellement 3,8 millions d'Afghans reconnus. Toutefois, il est estimé que six millions d'afghans vivent en Iran, y compris ceux qui n'ont pas de statut juridique. Malgré des sanctions étendues et un soutien international limité, l'Iran accueille aujourd'hui la plus grande population de réfugiés au monde.

En 2024, le plan de réponse humanitaire en faveur des réfugiés en Iran n'a reçu que 25 % des fonds nécessaires. L'accent politique et médiatique est resté largement sur le rôle géopolitique du pays, éclipsant les besoins humanitaires urgents des réfugiés afghans et l'absence de solutions durables pour ceux qui rentrent en Afghanistan.

Les autorités iraniennes ont entamé un plan d'expulsion ciblant les deux millions de réfugiés sans papiers, tout en mettant fin au renouvellement des documents juridiques temporaires essentiels qui protégeaient les réfugiés contre l'arrestation et leur permettaient d'accéder aux services essentiels. Avec la hausse de l'inflation et un accès limité aux ressources, les réfugiés afghans en Iran sont



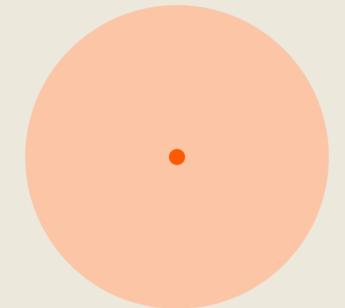
Afghans rentrant d'Iran via la frontière de l'Islam Qala. Photo : Maisam Shafiey/NRC

aujourd'hui aux prises avec une instabilité encore plus grande, avec en parallèle la crainte d'être expulsés.

D'ici septembre 2025, un nombre important d'Afghans qui ont récemment perdu leur statut juridique devraient être expulsés par les autorités. Compte tenu des conditions difficiles qui règnent en Afghanistan, beaucoup sont pris au piège d'un cycle de retours forcés et de rentrées irrégulières, rebroussant chemin en Iran ou se faisant prendre dans des déplacements répétés à travers la frontière.



Couverture médiatique
 Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire
 Pourcentage de financement humanitaire reçu.



Volonté politique
 L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



0 / 30
Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



« Depuis que nous sommes arrivés ici il y a deux mois, nous n'avons reçu aucune aide », explique Beatrice, veuve déplacée dans l'est de la République démocratique du Congo. Photo : Ed Prior/NRC

Classement 2023 : 3

République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo est peut-être passée de la troisième place l'an dernier à la huitième place sur la liste des crises négligées de cette année, mais ce changement ne reflète aucun progrès réel. La situation humanitaire s'est encore dégradée en 2024, alimentée par une violence incessante et des urgences sanitaires croissantes.

Dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu, le conflit armé s'est intensifié, les combats touchant directement les camps de personnes déplacées et les banlieues urbaines. Au milieu de l'année, le nombre de personnes déplacées internes avait dépassé le niveau historique de sept millions.

Autour de la ville de Goma ainsi qu'à Minova, dans la province du Sud-Kivu, des milliers de familles ont fui la recrudescence de la violence pour se retrouver dans des conditions surpeuplées et dangereuses, sans eau potable ni soins de santé ni accès à l'éducation pour leurs enfants. Rien qu'au Sud-Kivu, près de

1,5 million de personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers. L'exposition à la violence sexuelle s'est largement répandue. Les populations ont recours à des stratégies de survie comme celle d'engager des relations sexuelles en échange de biens ou d'argent. La situation s'est encore aggravée au deuxième trimestre de 2024 avec une épidémie de variole du singe, frappant le plus durement les populations déplacées.

Malgré l'augmentation des besoins, l'aide humanitaire a pris du retard, 52 % seulement du financement requis étant assuré.



Gilbert a fui la violence il y a cinq ans. Il n'a pu inscrire aucun de ses sept enfants à l'école en raison d'un manque de ressources. Photo : Marion Guenard/NRC

Les perspectives pour 2025 s'annoncent déjà sombres. L'escalade du conflit et l'essor considérable des déplacements qui ont déraciné des centaines de milliers de personnes devraient entraîner une forte augmentation des besoins humanitaires. Dans le même temps, les coupes budgétaires généralisées annoncent une année à venir complexe, avec un risque élevé de se heurter à l'indifférence persistante de la communauté internationale.

Population : 105,8 millions

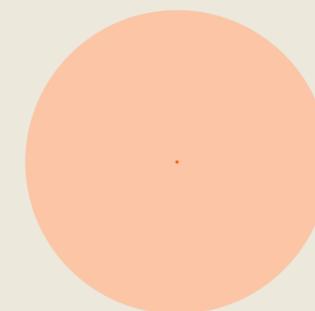
Personnes déplacées internes : 6,2 millions

Personnes ayant besoin d'une aide humanitaire : 25 millions

Écoles fermées en raison de l'insécurité et de la surpopulation : 2000

Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

52%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



2 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



La famille de Vilma et Jose a été victime d'extorsion. Ils ne pouvaient pas payer, alors le gang leur a accordé seulement quelques heures pour partir de leur maison au Honduras. Photo: Mayela Molina/NRC

Classement 2023 : 6

Honduras

Les Honduriens ne peuvent se permettre d'ignorer les impacts quotidiens de la violence, des catastrophes et des déplacements forcés – mais le reste du monde l'a fait. En 2024, la crise au Honduras est restée négligée, sous-financée et non résolue.

Sur les 2,8 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire, 36,2 % seulement en ont reçu. La violence, les déplacements et les chocs climatiques ont continué de faire fuir les gens de chez eux. Quelque 245 000 Honduriens étaient en passe de demander l'asile en 2024, tandis qu'au moins 100 000 ont été déplacés à l'intérieur du pays à cause de la violence. Il s'agit ici d'une sous-estimation, masquant la véritable ampleur de la crise.

La présence et le contrôle bien ancrés de gangs, de cartels et de groupes criminels ont continué de forcer la population à fuir et de restreindre l'accès à l'aide.

Des milliers de Honduriens ont migré vers le nord à la recherche d'un endroit sûr et d'une vie

meilleure, la majorité n'ayant d'autre choix que de le faire par leurs propres moyens. Les programmes de réinstallation ont offert de l'espoir à un nombre limité de personnes. Environ 7 000 ont trouvé une nouvelle vie par cette voie entre 2019 et 2024, principalement aux États-Unis. Dans le même temps, plus de 23 000 Honduriens ont été renvoyés de force en 2024, principalement des États-Unis et du Mexique.

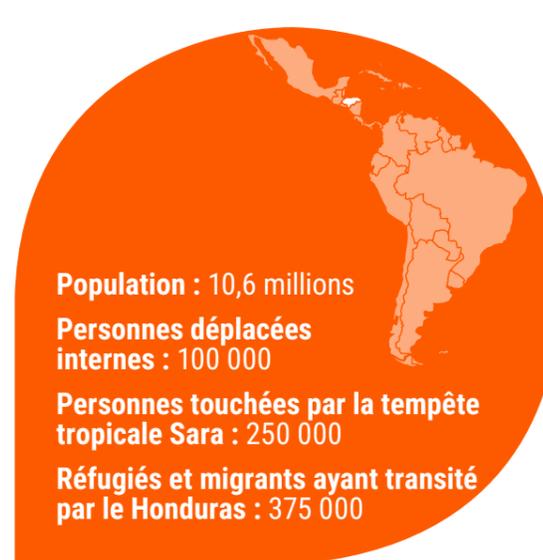
Près de 375 000 réfugiés et migrants venus d'ailleurs ont transité par le pays sur leur trajet vers le nord. La plupart venaient du Venezuela, de Cuba, d'Haïti, d'Équateur et de Colombie, mais d'autres venaient de pays aussi éloignés que la Chine, l'Inde et la Jordanie.



Yesenia, mère d'une famille de sept personnes, a dû quitter sa maison après que son fils a été témoin d'un homicide multiple il y a cinq ans. Photo: Mayela Molina/NRC

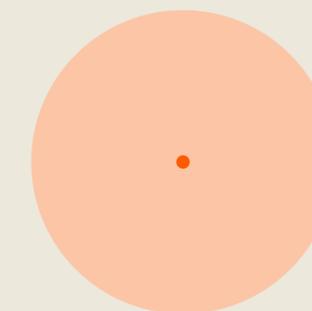
Le Honduras est resté vulnérable aux catastrophes naturelles en 2024. En novembre, la tempête tropicale Sara a provoqué des déluges, des glissements de terrain et des inondations fluviales dans près d'un tiers du pays, touchant plus de 250 000 personnes.

Alors que l'espace humanitaire se rétrécit, que le financement est réduit et que l'accès aux voies d'asile et de réinstallation se referme, les risques auxquels sont confrontées les personnes au Honduras devraient se multiplier au cours de l'année à venir, tandis que les options pour un avenir plus sûr diminuent.



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

31%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



4 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace



Mandeq prépare des samosas à vendre. Sa petite entreprise génère suffisamment de revenus pour envoyer ses enfants à l'école. Photo : Abdulkadir Mohamed/NRC

Classement 2023 : ABSENT

Somalie

La Somalie a continué de faire face à une crise humanitaire dévastatrice et multiforme en 2024, provoquée par les effets aggravants d'une sécheresse prolongée, d'un conflit enraciné et une instabilité économique. Ces pressions qui se chevauchent ont alimenté des déplacements généralisés et aggravé l'insécurité alimentaire, poussant des millions de personnes encore plus loin dans la vulnérabilité.

À la fin de l'année, 3,5 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays. Beaucoup ont été forcés de fuir en raison de la violence, du manque de pluies ou de la perte de moyens de subsistance. Plus de 154 000 personnes ont été expulsées de force, se retrouvant souvent dans des camps informels surpeuplés, sans accès fiable à de l'eau potable, à des soins de santé ou à un abri. L'ampleur des besoins est stupéfiante, mais la Somalie reste largement négligée sur la scène mondiale. La couverture médiatique limitée, la lassitude des bailleurs et les crises internationales concurrentes ont conduit à des niveaux de financement dangereusement bas et limité les opérations humanitaires.

La Somalie a également accueilli plus de 43 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires de l'Éthiopie et du Yémen voisins. La plupart vivaient dans des zones urbaines avec peu ou pas d'accès aux services essentiels, et leurs besoins restaient largement insatisfaits.

L'impact de cette négligence a été ressenti de manière plus aiguë dans l'alimentation et la nutrition, avec plus de 4,4 millions de personnes faisant face à l'insécurité alimentaire. La malnutrition était particulièrement aiguë dans les zones rurales, où les mauvaises récoltes répétées décimaient les cultures, entraînant une flambée des prix des denrées



Nurto, mère de 9 enfants, se tient devant sa nouvelle maison dans le camp de déplacés de Kaam Ajuran, dans le centre de la Somalie. Photo : Abdulkadir Mohamed/NRC

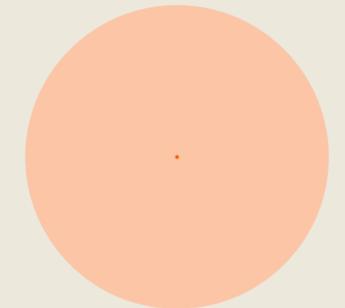
alimentaires. Les enfants en ont le plus souffert, et cela risque de s'aggraver encore en 2025. Quelque 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë, dont près d'un demi-million souffrant de la forme la plus mortelle.

Les prévisions météorologiques de la Niña en 2025 devraient plonger de grandes parties du pays dans une grave sécheresse, aggravant les vulnérabilités existantes, et déclencher de nouvelles vagues de déplacements. Avec la montée de la faim, la détérioration de la nutrition et la surcharge des services, la crise somalienne risque de s'aggraver encore davantage.



Couverture médiatique

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Négligeable, basse, moyenne, grande, massive

Financement humanitaire

Pourcentage de financement humanitaire reçu.

48%

Volonté politique

L'existence et l'efficacité d'un engagement politique.



5 / 30

Pas efficace, peu efficace, légèrement efficace, très efficace

Recommandations

Bien qu'une formule identique ne soit pas adaptée à toutes les crises de déplacement négligées détaillées dans ce rapport, les recommandations ci-dessous proposent des mesures qui peuvent être prises par différentes parties prenantes pour faire face aux négligences médiatiques, financières et politiques.

Recommandations aux gouvernements bailleurs :

- Allouer un financement humanitaire en fonction des besoins des personnes touchées et des plans d'intervention collectifs, et non en fonction d'intérêts géopolitiques ou du degré d'attention médiatique à l'égard de certaines crises. Ces allocations ne devraient pas négliger les crises de déplacement prolongées ou les contextes d'accueil de réfugiés avec un nombre important de besoins.

- Accroître les budgets humanitaires et de développement pour les crises prolongées et dans les contextes négligés et sous-financés où les besoins sont graves, en œuvrant à la réalisation de l'objectif actuel de consacrer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement (APD). Dans le même temps, veiller à ce que les dépenses afférentes aux réfugiés dans le pays ne fassent pas partie de l'APD mais soient imputées sur une autre ligne budgétaire.

- Comme presque toute crise prolongée est également négligée, les gouvernements bailleurs doivent identifier d'autres approches de financement et de réponse à ces crises, et doivent contribuer à trouver des solutions aux causes de ces crises.

- Assurer une flexibilité maximale, tant dans les accords de financement existants que nouveaux, afin de permettre un soutien continu aux crises et aux secteurs touchés par la réduction du financement humanitaire des États-Unis.

- Accroître le financement de qualité dans le système humanitaire – y compris par des allocations opportunes, flexibles et pluriannuelles – en plus du financement direct aux intervenants de première ligne et locaux. Cela garantit que les réponses dans des contextes négligés puissent être rapidement adaptées pour répondre aux besoins nouveaux et émergents.

- Collaborer avec un groupe plus large de parties prenantes, y compris les bailleurs non traditionnels et nouveaux, les banques de développement et les acteurs du secteur privé, afin d'attirer des fonds supplémentaires pour soutenir les personnes dans le besoin.

- Influencer les acteurs du financement du développement, y compris les institutions financières internationales et les acteurs du financement du climat, afin d'investir dans les contextes touchés par les déplacements. Le financement complémentaire de l'aide humanitaire, du développement, de la paix et du climat

est essentiel pour répondre aux besoins des personnes touchées par le déplacement, relever les défis récurrents et s'attaquer aux causes profondes du déplacement.

- Utiliser l'effet de levier diplomatique pour régler les problèmes d'accès et d'autres contraintes opérationnelles.

- Soutenir et lancer des initiatives de diplomatie humanitaire qui amènent les parties en conflit autour de la table des négociations.

- Dans les contextes où il y a eu des changements anticonstitutionnels dans le gouvernement, chercher des moyens de maintenir le financement du développement plutôt que de le suspendre. Les bailleurs peuvent se baser sur les bonnes pratiques déjà documentées pour trouver des moyens de continuer à répondre aux besoins des populations dans les zones ou les pays gouvernés par des autorités de facto.

- Être proactif en attirant l'attention sur les crises de déplacement négligées. En collaboration avec d'autres parties prenantes concernées, organiser des réunions de haut-niveau d'annonce de contributions, nommer des envoyés spéciaux et promouvoir des initiatives visant à atteindre les objectifs humanitaires par des moyens diplomatiques.

- Dans les contextes nationaux où des arguments et des preuves sont nécessaires pour engager un dialogue avec les parlements et le public afin de sensibiliser, utiliser l'analyse factuelle des organisations de mise en œuvre sur l'impact, les besoins et les solutions dans des contextes de crise négligés.

- Respecter les engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés et dans le cadre du Pacte mondial pour les réfugiés. Ces éléments sont essentiels pour continuer à partager les responsabilités. La protection des réfugiés est une responsabilité internationale et pas seulement pour certains états hôtes. Les droits et la protection des populations réfugiées, y compris, mais sans s'y limiter, l'autosuffisance, doivent être respectés par tous les états hôtes avec un soutien financier adéquat et soutenu de la part des bailleurs internationaux.

Recommandations aux états membres de l'ONU :

- Veiller à ce que les situations de crises négligées et prolongées reçoivent une attention adéquate de la part

du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et des instances et organes multilatéraux compétents. Cela inclut la tenue de réunions géographiques, régionales et thématiques dédiées, et la présentation de votes et de résolutions, le cas échéant.

- Utiliser pleinement le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies pour exhorter toutes les parties au conflit à respecter le droit humanitaire international, en particulier dans un contexte de contraintes d'accès, de mépris des règles de la guerre et de violations croissantes de la protection des civils. Lorsque des violations sont constatées, soutenir les mécanismes internationaux de redevabilité.

- Privilégier un engagement diplomatique et une médiation efficaces avec toutes les parties au conflit, pour garantir un accès humanitaire sans entrave et la protection des populations vulnérables, en particulier dans les contextes politiquement sensibles où les processus existants risquent de ne pas être efficaces.

- Négocier en leur nom pour remédier aux obstacles bureaucratiques et administratifs de plus en plus lourds imposés par les autorités.

- Aider les organisations humanitaires à garantir un accès sûr et sans entrave aux zones difficiles d'accès. Veiller à ce que les mesures et les sanctions antiterroristes n'aient pas d'impact involontaire sur les organisations humanitaires qui travaillent dans des environnements difficiles et tentent d'atteindre rapidement et en toute sécurité les personnes qui en ont le plus besoin.

- Favoriser un engagement politique de haut niveau aux niveaux national et régional en faveur de solutions politiques inclusives. Seule la fin des conflits et de la violence permettra une stabilité à plus long terme dans les crises de déplacement complexes et prolongées.

- S'engager à augmenter les quotas de réinstallation des réfugiés et garantir des itinéraires sûrs et légaux à tous ceux qui fuient toutes les crises – et pas seulement à ceux qui font la une des journaux.

Recommandations à l'attention de la communauté humanitaire dans les pays touchés :

- Renforcer le leadership humanitaire dans les pays pris au piège de cycles prolongés de négligence, grâce à des profils humanitaires de haut niveau ayant pour mandat de s'engager au nom de la communauté humanitaire et de soulever les questions au plus haut niveau avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales.

- Identifier des mécanismes alternatifs potentiels pour planifier et répondre aux crises de déplacement prolongées.

- À mesure que le BCAH réduit ses effectifs dans certains pays, veiller à ce que les efforts de coordination restants optimisent l'utilisation des ressources et la valeur ajoutée de chaque acteur dans la réponse, y compris les agences des Nations Unies, les OING et les acteurs locaux.

- Rationnaliser les efforts pour fournir aux bailleurs des analyses fondées sur des données probantes pour aider à définir les allocations annuelles de l'aide humanitaire en fonction de la gravité des besoins.

- Intensifier les efforts de plaidoyer auprès de nouvelles parties prenantes pour élargir la base des bailleurs – y

compris les nouveaux pays bailleurs, le secteur privé et les fondations – et engager de nouvelles parties prenantes pertinentes dans des initiatives visant à soutenir les résultats humanitaires par le biais de processus diplomatiques.

- Investir dans le plaidoyer pour les crises négligées. Les opérations nationales qui reçoivent le moins de fonds n'ont souvent pas les moyens de se doter des ressources en matière de plaidoyer et de communication, ce qui rend difficile d'attirer l'attention sur ces crises au niveau international. Cela contribue au cercle vicieux de la négligence à mesure que les besoins s'aggravent.

- Établir des liens avec des groupes de réflexion sur la politique étrangère, des instituts de recherche, des acteurs de la finance et d'autres organisations qui peuvent aider à aborder les crises négligées sous différents angles dans des capitales décisionnelles. Faire pression collectivement pour que les questions humanitaires soient incluses dans des débats ou des décisions politiques plus larges.

Recommandations aux journalistes et aux rédacteurs en chef :

- Investir dans le journalisme de crises de déplacement peu médiatisées et s'engager à informer le public sur des sujets et des contextes qui échappent souvent à l'attention des médias. Rapporter de manière à mettre l'accent sur les histoires humaines, l'impact humanitaire des conflits et les solutions nécessaires à toutes les parties.

- Si des formalités administratives telles que l'absence d'autorisations pour les médias, de visas ou d'autres problèmes d'accès, entravent les reportages sur une crise, utiliser les plateformes médiatiques pour plaider en faveur de changements nécessaires. Explorer des solutions numériques et à distance pour obtenir des comptes-rendus de première main de la part des personnes sur le terrain.

- Plaider en faveur de la protection de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes afin de garantir que les journalistes nationaux et internationaux travaillant dans les pays touchés par la crise puissent continuer à faire des reportages.

Recommandations au grand public :

- Contribuer à faire en sorte que le gouvernement et les responsables politiques rendent des comptes sur les engagements existants concernant les niveaux d'aide et les politiques liées aux déplacements – tels que les itinéraires légaux pour les migrants et les demandeurs d'asile et les quotas de réinstallation – en écrivant des lettres, en signant des pétitions et en soumettant des questions aux assemblées nationales législatives.

- Se documenter sur les crises de déplacement négligées et soutenir un journalisme de qualité qui les couvre. Parler de ces crises et partager des articles et des histoires sur les réseaux sociaux.

- Lors d'un don, essayer de donner aussi généreusement aux crises qui sont loin des projecteurs des médias, qu'à celles qui font les gros titres. Si possible, faire un don sans restriction afin qu'il puisse être dépensé sur la crise qui en a le plus besoin à ce moment-là.



Conclusion

Bien que chacune des dix crises décrites dans le présent rapport doive faire l'objet d'un soutien et d'une attention spécifiques, nous pouvons tirer plusieurs conclusions générales :

■ Le monde connaît des niveaux record de déplacements, avec un nombre toujours croissant de personnes déplacées internes en 2024. Les conflits, les chocs climatiques ainsi que la tourmente politique et économique dans laquelle de nombreux pays sont plongés font fuir plus de personnes que jamais.

■ Presque toutes les crises qui perdurent aujourd'hui sont d'autant plus souvent négligées. Des conflits en cours aux catastrophes environnementales, les crises à travers le monde se heurtent à des budgets en baisse, à une couverture médiatique limitée et à une volonté politique qui s'estompe. La force combinée de ces facteurs amplifie non seulement les besoins humanitaires, mais prolonge également les crises d'une année à l'autre.

■ Les crises ne s'arrêtent plus aux frontières. Bon nombre des crises évoquées ici sont interconnectées, l'instabilité dans un pays suscitant des déplacements, la faim et l'insécurité chez ses voisins. Alors que les ressources sont limitées et que les financements diminuent, les tensions entre les réfugiés et les communautés hôtes augmentent.

■ Dans de nombreux cas, ce sont les pays portant la plus grande responsabilité d'héberger les personnes déplacées qui reçoivent le moins de financements en retour. Souvent aux prises avec leurs propres défis, les pays qui accueillent des réfugiés sont laissés seuls à supporter des besoins croissants alors que la communauté internationale continue de se désengager.

■ Les catastrophes provoquées par le climat forcent les populations à fuir et exacerbent la faim dans presque tous les pays mentionnés dans ce rapport.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et les mauvaises récoltes, détruisent les moyens de subsistance et déplacent des millions de personnes. Combinée à l'inflation et aux chocs économiques, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux alarmants.

■ Les déficits de financement deviennent la norme. Dans le climat changeant d'aujourd'hui, un plan de réponse humanitaire qui n'atteint que 50 % de son objectif est estimé comme étant bien financé. Pour les pays de cette liste, même ce strict minimum reste hors de portée. Leurs plans de réponse humanitaire ont obtenu à peine plus de 40 % ou moins en 2024. Le fossé ne fera que s'élargir avec les coupes budgétaires mondiales, laissant des millions de personnes dans une plus grande vulnérabilité encore.

■ Les gens sont coupés de l'aide et des services essentiels dans de nombreux contextes abordés dans ce rapport, que ce soit en raison de l'insécurité, des obstacles bureaucratiques ou d'un mépris croissant pour les principes humanitaires des parties impliquées dans les conflits.

■ Le silence des médias est renforcé par les restrictions de la liberté de la presse et les barrières qui empêchent les journalistes d'atteindre les zones où le regard et l'attention de la communauté internationale sont plus que nécessaires.

■ La paix reste la seule véritable solution dans les zones de conflit et de déplacements répétés. Mais sans véritable volonté politique – aux niveaux national, régional et international – de poursuivre des processus de paix inclusifs, la situation ne fera qu'empirer. La diplomatie humanitaire doit être redynamisée pour modifier la trajectoire.



CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS